



TEAMPARTNERSGROUP

TEAM PARTNERS GROUP

116/118 rue Jules Guesde
92300 LEVALLOIS-PERRET
377 640 826 RCS NANTERRE

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

Déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 avril 2008 sous
le numéro D.08-0270



La présente actualisation du Document de Référence 2007 a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, le 29 mai 2008, conformément aux dispositions de l'article 212-13, IV du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Il complète le Document de Référence 2007 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 avril 2008 sous le numéro D.08-0270. Le Document de Référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce document est disponible sans frais au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site Internet de Team Partners Group (www.team-partners.com) et de l'AMF (www.amf-france.org).

SOMMAIRE

Seuls les sous-chapitres présentés ci-dessous présentent une actualisation au Document de Référence 2007 enregistré le 22 avril 2007 sous le no D.08-0270.
Les autres chapitres du Document de Référence ci-dessus mentionnés restent inchangés.

SOMMAIRE	2
1 PERSONNES RESPONSABLES	3
1.1 Nom et fonction des responsables du Document de Référence	3
1.2 Attestation des responsables de l'actualisation du Document de Référence	3
2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	4
3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	4
3.1 Chiffres clés consolidés en normes IFRS	4
4 FACTEURS DE RISQUES	5
4.1 Risques de marchés	5
4.2 Risques industriels	8
4.3 Risques Juridiques	9
4.4 Risques environnementaux	10
5 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR	11
6 APERCU DES ACTIVITES	11
7 ORGANIGRAMME	11
8 PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	11
9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	11
10 TRESORERIE ET CAPITAUX	11
11 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
12 INFORMATION SUR LES TENDANCES	12
13 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	13
13.1 Prévisions	13
13.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les prévisions de résultat 2008	14
14 ORGANES D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE	15
14.1 Composition du Conseil d'Administration et de la Direction Générale	15
15 REMUNERATION ET AVANTAGES	18
16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	18
17 SALAIRES	18
18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	18
19 OPERATION AVEC DES APPARENTES	19
19.1 Conventions avec les apparentés	19
20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	22
20.6 Notes complémentaires aux comptes consolidés 2007	22
21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	25
21.1 Capital social	25
22 CONTRATS IMPORTANTS	26
23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERT ET DECLARATIONS D'INTERETS	26
24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	26
25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	26
ANNEXES	27
ANNEXE 1 : Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe	27

1 PERSONNES RESPONSABLES

1.1 Nom et fonction des responsables du Document de Référence

- Monsieur Mohamed BOUIGHAMEDANE – Président Directeur Général,
- Monsieur Hervé PAGAZANI, Directeur Financier.

- Adresse professionnelle: 116/118 rue Jules Guesde
92300 LEVALLOIS-PERRET
Tél : 01 58 74 60 01
Fax : 01 58 74 60 60

1.2 Attestation des responsables de l'actualisation du Document de Référence

Après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, nous attestons, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2007 sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

La société a obtenu des contrôleurs légaux une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans l'actualisation du document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de cette actualisation.

Le Document de référence 2007, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, le 22 avril 2008 sous le numéro D.08-0270, intègre le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes clos le 31 décembre 2007 (cf. Chapitre 20.2 - page 130) lequel contient l'observation suivante :

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « Difficultés de trésorerie rencontrées et actions correctrices mises en œuvre » figurant dans le chapitre « Faits marquants » et « Evénements postérieurs à la clôture » figurant dans le chapitre « Informations complémentaires » des états financiers consolidés dans lesquelles il est précisé les raisons ayant conduit le Conseil d'Administration à arrêter les comptes consolidés dans une hypothèse de continuité d'exploitation. »

Levallois-Perret, le 29 mai 2008

Monsieur Mohamed BOUIGHAMEDANE – Président Directeur Général

2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

3.1 Chiffres clés consolidés en normes IFRS

3.1.1 Comptes de résultat consolidés simplifiés 2007, 2006 et 2005.

(en K€)	31/12/2007	31/12/2006 *	31/12/2006**	31/12/2005
Chiffre d'affaires	133 665	134 781	75 286	48 316
Charge de personnel	-92 856	-90 361	-56 856	-39 663
Autres produits et charges	-42 529	-39 122	-17 181	-13 143
Résultat opérationnel courant	-1 720	5 298	1 249	-4 490
Autres produits et charges opérationnels	-2 341	-756	-756	-1 330
Pertes de valeur	-15 200			
Résultat opérationnel	-19 261	4 671	493	-5 820
Coût de l'endettement financier brut	-2 382	-1644	-821	-555
Autres produits et charges financiers	-233	-373	-638	-87
Résultat des sociétés cédées ou destinées à être cédées (1)(2)		1 159		
Charge d'impôt	137	-110	3	44
Résultat net	-21 739	3 703	-963	-6 417

(*) A titre d'information, il est présenté le compte de résultat consolidé pro forma 2006 du nouvel ensemble comme si le regroupement d'entreprises avait pris effet au 1^{er} janvier 2006.

Le compte de résultat consolidé pro forma est destiné à présenter les effets du rapprochement des sociétés TEAM PARTNERS GROUP et DATEM GROUPE.

(**) Les chiffres de l'exercice intègrent ceux de Datem à compter du 1^{er} décembre 2006.

(1) La SCI LEMBA, en cours de cession en 2005 a été cédée en 2006 par DATEM GROUPE

(2) La SCI CAP VERT a été cédé en 2005, par DATEM GROUPE

4 FACTEURS DE RISQUES

4.1 Risques de marchés

4.1.1.1 Compléments sur les renégociations des dettes financières

Le Groupe dispose depuis le 3 avril 2007 d'un crédit moyen terme de 10 millions d'euros utilisable par tirage d'une durée de 1, 2 ou 3 mois et remboursable totalement au plus tard le 27 novembre 2011. Ce crédit est assorti de covenants précisés ci-après.

	Exercice 2006				Exercice 2007				Exercice 2008				Exercice 2009 et suivants jusqu'au remboursement final			
	R1	R2	R3	R4	R1	R2	R3	R4	R1	R2	R3	R4	R1	R2	R3	R4
	Gearing	Leverage	Coverage	DSCR	Gearing	Leverage	Coverage	DSCR	Gearing	Leverage	Coverage	DSCR	Gearing	Leverage	Coverage	DSCR
Covenants avec exercice des BSA de Datem Groupe et Financière XV	< 100%	< 4,7	> 3,5	> 1*	< 100%	< 4,7	> 5	> 1	< 65%	< 3	> 10	> 1	< 45 %	< 2,5	> 10	> 1
Covenants sans exercice des BSA de Datem Groupe et Financière XV	< 130%	< 5,3	> 3,5	> 1*	< 130%	< 5,3	> 5	> 1	< 80%	< 3	> 10	> 1	< 45%	< 2,5	> 10	> 1

Définition des ratios :

R1 : désigne le *Ratio de Gearing* : Endettement net consolidé / Fonds propres consolidés

R2 : désigne le *Ratio de Leverage financier* : Endettement net consolidé / MBA consolidée

R3 : désigne le *Ratio de Coverage financier* : MBA consolidée / frais financiers nets consolidés

R4 : désigne le *Ratio DSCR financier* : MBA consolidée / Charges fixes consolidées

Au 31 décembre 2007, bien que les ratios ne soient pas respectés, le remboursement de la ligne de crédit n'a pas été exigé par le pool bancaire.

En effet, Team Partners Group a reçu le 2 avril 2008, de la part du pool bancaire, un courrier notifiant l'accord des banques pour d'une part ne pas prononcer l'exigibilité anticipée des sommes dues, du fait notamment du non respect des covenants (ci-dessus), et de différer l'échéance de cette prorogation jusqu'au 30 juin 2008, dans la mesure où le principal actionnaire aura accordé un financement au Groupe, dans la limite de 10 millions d'euros appelé à être transformé en capital à l'issue d'une opération publique, dont le lancement aura lieu au cours du premier semestre. L'accord stipule alors à ces conditions l'engagement des aménagements contractuels du prêt et notamment :

- la modification du calendrier des amortissements sur la base d'une suspension pour les exercices 2008 et 2009,
- la modification du régime des sûretés (comprenant notamment l'abandon définitif de l'assurance homme-clef, le nantissement des dépôts de garantie constitués auprès des sociétés d'affacturage, la cession des créances qui ne font pas l'objet d'une vente aux dites sociétés d'affacturage et autres que relevant de facturations internes au groupe),
- la suppression des covenants financiers,
- la mise en place à compter de l'arrêté au 31 décembre 2009 d'un mécanisme de « cash sweep » dont les modalités n'ont pas encore été négociées et qui pourrait entraîner si des niveaux de trésorerie plus

élevés que prévus sont atteints au 31 décembre 2009, une réduction des ressources financières du groupe par remboursement anticipée de sa dette.

Par conséquent, la ligne de crédit a été présentée dans les comptes en non courant bien qu'en théorie elle aurait dû être classifiée comme dette courante.

Le Groupe communiquera au marché les conditions de remboursement de cette dette quand elles auront été finalisées.

Le groupe a présenté, sous l'égide du CIRI, un dossier piloté par la Trésorerie de l'Oise qui est soumis à la Commission des Chefs des Services Financiers (CCSF) afin d'obtenir un étalement des paiements de ses dettes sociales et fiscales. Le Groupe a obtenu en date du 11 avril 2008 l'accord de la Commission afin d'étaler sur 24 mois un montant de 13,5 Millions d'euros de dettes fiscales et sociales (incluant 1,4 Millions de pénalités). Le premier remboursement aura lieu le 20 mai 2008.

La commission a décidé d'accorder ce plan aux conditions suivantes :

- l'actionnaire principal (Weinberg Capital Partners) s'engage à souscrire à une augmentation de capital de 10M€ d'ici à la fin du premier semestre 2008 et à mettre en place en attendant, un concours du même ordre en compte courant ;
- le report de 2 annuités (2008 et 2009) dans le cadre des prêts bancaires dont le chef est Natixis ;
- au report de certaines dettes fournisseurs ;

De plus, le groupe prépare un projet d'augmentation de capital qui permettra de faire face à ses échéances durant l'année 2008 qui sera une année de restructuration. Cette augmentation de capital est garantie par l'actionnaire majoritaire du groupe qui a d'ores et déjà mis en place un compte courant d'associés de 10M€ afin d'assurer les besoins de trésorerie à court terme du Groupe. Le Groupe a procédé en date du 22 mai 2008 au tirage de 2 Millions d'Euros sur cette ligne de financement. Le taux d'intérêt de ce prêt est de EONIA + 1,25%.

Enfin, Datem Solutions a souscrit le 28 décembre 2007 auprès de IFF (IBM France Financement) un crédit d'une durée de 24 mois portant sur le financement de 2 millions d'euros et remboursable à terme échu par trimestrialités constantes.

Il n'y a plus de découvert bancaire net autorisé sur le groupe. Toutefois certains comptes peuvent être à découvert à partir du moment où les soldes nets par banque sont positifs.

Aucun autre crédit n'a été contracté au jour de la présente actualisation du Document de Référence.

4.1.1.2 Endettement financier au 30 avril 2008

Evolution au 30 avril 2008 de l'endettement financier (non audité)

Endettement financier	31/12/07	30/04/08
Crédits baux (1)	4 930	4 930
Dettes envers les sociétés d'affacturage (2)	25 654	25 334
Dettes privilégiées (3)	0	0
Emprunts bancaires moratoriés TPG (4)	1 231	1 031
Dettes moratoriées par le Codechef (5)	2 561	1 541
Dettes CGBI moratoriées (6)	6 179	5 096
Ligne de crédit moyen terme (7)	10 000	10 000
Dettes sociales et fiscales échues (8)	8 300	13 512

Découvert autorisé (9)	18 983	12 679
Financement par compte courant (10)	0	1 000
Crédit fournisseur	2 161	2 161
Total	79 999	77 284

La trésorerie nette disponible au 31 décembre 2007 est de 6,4 Millions d'euros et de 6,5 Millions d'euros au 30 avril 2008.

- (1) Les crédits baux sont généralement remboursés à des échéances différentes pour chacun d'entre eux.
- (2) Le Groupe a recours à l'affacturage. Team Partners et CGBI utilisent les services de Factobail (groupe GE). Les conditions de financement sont basées sur l'Euribor 3 mois + 0.9 %.
- Depuis l'intégration de CGBI dans le Factor de Team Partners Group, le plafond des engagements factor n'est limité que par le montant des factures subrogées en garanties des montants autorisés.
- Un contrat d'affacturage de type classique a également été mis en place avec Natixis Factor à la fin du 1^{er} trimestre 2007. Ce contrat porte sur les deux principales entreprises du groupe Datem (Presse Informatique et EDI). Les conditions de financement sont les suivantes : Euribor 3 mois + 1,20%.
- L'encours Factor au 31/12/07 était de 25 654K€. En date du 30 avril 2008, cet encours factor est de 25.334K€.
- Le Groupe Team Partners envisage d'élargir au cours du 1^{er} semestre 2008 le recours au factor aux sociétés PMC et DIP.
- (3) Les dettes privilégiées correspondent aux salaires non payés par CGBI, au jour du dépôt de bilan en 2003, reprises ensuite par le Groupement des Assedic de la Région Parisienne (GARP). A fin décembre 2007, ces dettes privilégiées ont été intégralement remboursées, le dernier versement de 78.000 € étant intervenu au 30 novembre 2007.
- (4) Les emprunts bancaires moratoriés de Team Partners Group souscrits auprès de BNP Paribas, du CIC et de la BICS et ont été négociés en décembre 2003, dans le cadre d'une procédure de mandat adoc initiée le 11 juin 2003. Ces emprunts ont ensuite fait l'objet d'une renégociation le 29 juin 2005 dans le cadre d'une nouvelle procédure de mandat adoc. L'accord des parties sur les modalités de remboursement de ces emprunts fait l'objet d'un protocole en date du 14 octobre 2005. Ils sont garantis partiellement par un nantissement des titres de Team Partners Group à hauteur de 1 264 K€.
- (5) Concernant les dettes moratoriées par la Commission des Chefs des services financiers et des Organismes de Sécurité Sociale de Paris (CODECHEF), cette dernière a accepté le 30 janvier 2007 de reconduire le plan de règlement selon les modalités suivantes :
- versements mensuels de 150.000 € du 20 février 2007 au 20 janvier 2008 ;
 - apurement du passif restant dû par versements mensuels de 250.000 € à compter du 20 février 2008.
- Ces dettes CODECHEF contractées avant 2005 ont fait l'objet d'un réexamen début 2006 par la Commission des Chefs des services financiers et des Organismes de Sécurité Sociale de Paris qui a permis de ramener les mensualités à 100.000 € à compter du 28 février 2006 puis à 150.000 € par mois en 2007.
- La bonne réalisation de ce plan CODECHEF a permis au groupe de présenter le nouveau dossier auprès de la CCSF (Commission des Chefs des Services Financiers) piloté par la trésorerie de l'Oise qui lui permet d'étaler sur 24 mois le règlement des dettes fiscales et sociales non payées d'un montant hors pénalités de 12,1 M€ à la date de la présente actualisation du document de référence (cf 8).
- (6) Les dettes CGBI moratoriées reprennent l'ensemble des dettes de la société au jour de son dépôt de bilan en 2003. Ces dettes comprennent toutes les dettes fiscales, sociales, et fournisseurs contractées avant le dépôt de bilan et réglées annuellement début décembre (le règlement de décembre 2007 ayant été décalé exceptionnellement en janvier 2008). Au 31 décembre 2007, il restait donc 7 échéances à régler, la dernière échéance devant intervenir en décembre 2013.
- (7) Voir la section 4.1.1.1 ci-dessus.

(8) La Commission des Chefs des Services Financiers a donné son accord en date du 11 avril 2008 pour un étalement de la dette fiscale et sociale du Groupe. Au 31 décembre 2007, cette dette était évaluée à 8,3M€ et le montant total de la dette faisant l'objet de cet accord au 11 avril 2008 est de 13,5M€ (pénalités de retard incluses) dont 12,1M€ au titre du nominal (hors pénalités).

(9) Ces découverts bancaires proviennent d'accords obtenus banque par banque et qui stipulent que les soldes nets par banque doivent être positifs. Ces dettes sont donc couvertes par des actifs de trésorerie dont les montants leur sont supérieurs. Le solde de trésorerie disponible à la date du 30 avril 2008 est de 6,5M€ (valeurs mobilières de placement incluses).

(10) Ligne de financement en compte courant mise en place par l'actionnaire majoritaire de TPG.

Depuis le 30/04/08, le groupe a eu recours à un tirage supplémentaire de 1M€ sur cette ligne de financement. Par ailleurs, le Groupe prévoit d'effectuer le tirage de 2 Millions supplémentaires à la date du 29 mai 2008.

Cette dette sera donc de 4M€ à la date du dépôt de cette actualisation du document de référence 2007

Engagements hors bilan :

Suite aux impayés sociaux et fiscaux (12,1M€ en valeur nominale) des privilèges dont les montants ne sont pas encore tous connus à ce jour ont été inscrits au profit des organismes concernés. Toutefois, les derniers états recensent pour le Groupe un montant de 10.054K€ pour les privilèges et nantisements liés à ces impayés sociaux et fiscaux.

Engagements donnés par Team Partners Group Holding

Nom de l'actionnaire inscrit au nominatif pur	Bénéficiaire	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Condition de levée du nantissement	Nombre d'actions nanties de l'émetteur	% de capital nanti de l'émetteur
TPG Holding	IFE II SICAR	26/04/2007	26/04/2014	obligations garanties sont acquittées	4.719.168	65,97%
TOTAL					4.719.168	65,97%

A la date du dépôt de cette actualisation du document de référence 2007, à l'exception des 5 actions attribuées aux administrateurs, tous les titres de TPG détenus par TPGH (à savoir 4.719.168 titres) ont été nantis au profit de IFE II SICAR et au cours de l'année 2007.

4.2 Risques industriels

4.2.4 Risques liés aux mesures de restructuration

Le nouvel ensemble constitué après le rachat de Datem en novembre 2006 a enregistré des contre-performances qui s'expliquent entre autre par :

- un manque de dynamisme commercial lié notamment à un recrutement insuffisant de nouveaux collaborateurs,
- une productivité insuffisante due à un trop grand nombre de sites,
- des frais structurels excessifs,
- des pertes de clients.

Afin de remédier à ces difficultés, le Groupe a pris plusieurs mesures actuellement en cours de réalisation telles que la réorganisation de plusieurs plateformes de production (fermeture de site, réduction du nombre d'intérimaires, plan social...), la refonte de l'informatique interne de Datem ainsi que la simplification des structures et le renforcement des équipes commerciales.

Le coût global de ces mesures a été estimé à 7 millions d'euros et le groupe a budgété par précaution 1,7M€ supplémentaires au titre des coûts de frottement liés à la restructuration et qui seraient essentiellement des coûts informatiques, des coûts de déménagement en cas d'une vente immobilière, ou d'autres coûts liés à des pertes de productivité pendant cette période socialement difficile.

Sur l'année 2007, le groupe a déjà passé dans ses résultats 1,7M€ de provision pour restructuration.

Sur l'année 2008, le groupe a donc budgété dans ses résultats les 5,3M€ complémentaires au titre de la restructuration et les 1,7M€ additionnels au titre des coûts de frottement, soit un total de 7M€.

D'un point de vue de sa trésorerie, ce sont donc 8,7M€ qui ont été prévus dans les simulations de la trésorerie du groupe pour 2008.

Dans le cadre de cette restructuration, le Groupe s'est attaché avec ses partenaires bancaires et son actionnaire de référence à rétablir ses équilibres financiers et assurer le financement des mesures envisagées.

A ce jour, des accords ont été passés avec les banquiers (4.1.1.1) et la société a obtenu de la CCSF (Commission des Chefs des Services Financiers) un accord pour l'étalement sur 24 mois des règlements de certaines dettes sociales et fiscales du groupe. Enfin, la société envisage de réaliser une augmentation de capital d'ici la fin du premier semestre 2008.

Un retard dans la mise en œuvre du plan de restructuration ou sa réalisation dans des conditions moins favorables que celles initialement envisagées pourraient ainsi avoir un effet défavorable significatif sur les résultats, l'activité et la situation financière du Groupe.

A la date du dépôt de cette actualisation du document de référence, le groupe constate effectivement un retard dans la mise en place d'une partie des mesures de restructuration à cause de négociations difficiles avec les partenaires sociaux de sa filiale Presse Informatique. Il s'avère néanmoins qu'en contrepartie, les dépenses de déménagement initialement prévues n'auront pas lieu puisque les actifs immobiliers ne peuvent être vendus dans un avenir proche.

4.3 Risques Juridiques

Sous réserve de ce qui est mentionné dans ce chapitre de la présente Actualisation et à la section 4 du Document de Référence, il n'existe pas, à la connaissance de Team Partners Group, d'autre procédure gouvernementale, judiciaire, ou d'arbitrage, qui est en suspens ou dont la Société est menacée, susceptible d'avoir, ou ayant eu au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

4.3.1 Litiges commerciaux

Une provision de 578K€ a été passée suite à un litige avec un fournisseur survenu vers la fin de l'exercice. Ce litige fait suite à des services rendus par le fournisseur mais non reconnus à l'époque par le Groupe.

Des négociations sont en cours afin de reconnaître un montant exact de cette dette et d'en étaler son règlement.

4.3.5 Passifs éventuels

La société Team Partners a fait l'objet d'une vérification de comptabilité de la part de l'Administration fiscale ayant donné lieu à notification en 2003. Certains redressements sont depuis contestés par la direction de la Société et ne devraient, en tout état de cause, pas occasionner de paiement par le Groupe. La société considère que les prestations ont bien eu lieu. La société a donc repris en 2006 la provision de 762 K€ constituée en 2005 et a de plus, porté plainte au pénal dans le dossier l'opposant à un ancien dirigeant. Ce litige avec l'Administration fiscale est désormais considéré comme un passif éventuel.

Des notifications de l'administration fiscale ont été reçues par la société CGBI les 28 décembre 2007 et 25 février 2008, portant sur un total de 4,8 M€. Ces notifications sont intégralement contestées par la direction du Groupe et n'ont fait l'objet d'aucune provision à la clôture 2007. Si la condamnation de la société était maintenue par l'administration fiscale, le montant des reports déficitaires fiscaux seraient minorés d'autant sans impact sur les résultats de la société.

La société Datem Solutions, filiale du groupe TEAM PARTNERS GROUP fait actuellement l'objet d'un contrôle fiscal. La société n'a pas reçu de notification de redressement à ce jour.

4.4 Risques environnementaux

Team Partners Group n'a pas identifié de risques spécifiques liés à son activité dans les domaines industriels ou environnementaux, notamment concernant la consommation de ressources naturelles (eau, énergie...), les rejets dans l'eau, l'air ou le sol. En revanche, à l'occasion du projet de cession du site de Criquebeuf sur Seine, des études de sol réalisées courant décembre 2007, ont révélé une pollution dont la nature est en cours de qualification. Toutefois il a été établi qu'elle ne comportait aucun risque pour la santé des employés. Aucune provision ou garantie spécifique pour risques en matière d'environnement n'a, à ce jour, été constituée.

Compte tenu de la nature des activités du Groupe, aucun impact particulier sur l'environnement immédiat de l'entreprise, bénéfique ou négatif, n'a été déterminé. En particulier, l'activité de l'entreprise n'a pas d'incidence significative sur le développement économique local.

- 5 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR**
- 6 APERCU DES ACTIVITES**
- 7 ORGANIGRAMME**
- 8 PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS**
- 9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT**
- 10 TRESORERIE ET CAPITAUX**
- 11 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, PROPRIETE INTELLECTUELLE**

12 INFORMATION SUR LES TENDANCES

Selon le communiqué publié le 14 mai 2008

1. Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2008

En millions d'euros	1 ^o Trimestre 2008	1 ^o Trimestre 2007	Variation
Chiffre d'Affaires Total	34,7	34,9	-0,6%
Dont activité SSII	17,2	18,1	-4,6%
Dont activité ex-groupe DATEM	17,5	16,9	3,8%

2. Situation générale de la situation financière et des résultats du groupe Team Partners et de ses filiales pendant le 1^{er} trimestre 2008

- Eléments majeurs de l'activité

Les difficultés de recrutement de collaborateurs sur l'activité SSII freinent son développement. Dans l'analyse de l'activité de l'ex-groupe DATEM, la hausse de l'activité e-CRM fait plus que compenser les pertes de chiffre d'affaires de l'activité presse de la filiale Presse Informatique, grâce notamment à l'acquisition en 2007 des fonds de commerce des sociétés ORTIM et IGM.

- Description des facteurs clés ayant une influence sensible sur l'activité

Le Groupe est en train de redéfinir une politique de recrutement de ses collaborateurs pour l'activité SSII.

La restructuration en cours des activités liées à la presse a conduit à la fermeture de la société Interconnexion dont l'activité principale a été transférée à la société Presse Informatique, et à la réorganisation de Datem Solutions, la filiale en charge des développements informatiques pour le Groupe. Des négociations sont actuellement en cours avec les partenaires sociaux de la société Presse Informatique.

3. Opérations et évènements importants du 1^{er} trimestre 2008

Nomination de Mohamed Bouighamedane en tant que Président Directeur Général de la société Team Partners Group, ainsi que Grégoire de La Horie en tant que Directeur Général Délégué.

Au cours du premier trimestre 2008, Le groupe a obtenu un accord d'étalement de ses dettes fiscales et sociales auprès de la Commission des Chefs des Services Financiers, ainsi qu'un moratoire pour sa dette bancaire.

Le groupe prépare une note d'opération qu'il va soumettre à l'AMF en vue d'obtenir son visa pour une augmentation de capital.

13 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE

13.1 Prévisions

13.1.1 Prévisions de résultat 2008

Les performances opérationnelles de Team Partners Group devraient se rapprocher de l'équilibre sur l'exercice 2008 en cours. Cette tendance positive à l'amélioration des résultats s'entend avant prise en compte des coûts de restructuration de 7M€, contrairement à ce qui était indiqué dans le communiqué du groupe en date du 3 avril 2008, c'est-à-dire que cette prévision s'entend au niveau du résultat opérationnel courant.

Cette prévision 2008 a été faite sur la base d'un budget construit à partir d'anticipations de chiffres d'affaires effectuées par les différentes unités du Groupe.

Ce budget a été réalisé en deux phases. Une première phase qui a consisté dans une analyse où la marge brute était très proche de celle réalisée en 2007 (de l'ordre de 23%). Puis, les budgets ont été retravaillés en prenant en compte les effets des mesures de restructuration permettant d'améliorer la productivité.

Ce budget a été validé en Conseil d'Administration et a été établi selon les mêmes normes comptables que celles utilisées en 2007.

Les hypothèses du budget reposent sur une légère hausse de 1,7% du chiffre d'affaires consolidé qui provient essentiellement d'une hausse de l'activité SSII conforme à des anticipations liées à ce secteur d'activité et qui compensent une baisse des activités liées notamment au secteur de la presse.

Les charges totales liées aux mesures de restructuration ont été évalués pour un montant de 7M€ en 2008 (qui inclut 5,3M€ de mesures identifiées et 1,7M€ de mesures dites de frottement) (cf. 4.2.4 de cette actualisation).

13.1.2 Suivi des prévisions de résultat 2007

Comparaison des prévisions 2007 avec les résultats consolidés au 31/12/07

Selon le communiqué du 24 avril 2007, les perspectives suivantes « Au cours des prochains exercices, le groupe devrait profiter à plein de son positionnement unique sur ses marchés à forts potentiels pour poursuivre sa croissance et l'amélioration constante de ses marges. » représentent la prévision d'origine du tableau ci-dessous.

Cette prévision a été traduite en chiffres par une augmentation anticipée du chiffre d'affaires par rapport au chiffre d'affaires proforma réalisé en 2006 (134,8M€) et par une augmentation anticipée du résultat opérationnel par rapport au résultat opérationnel réalisés en 2006 (+4,5M€).

<i>En millions d'euros</i>	Selon Communiqué du 24 avril 2007 sur les résultats du 1er trimestre 2007	Selon Communiqué du 8 octobre 2007 sur les résultats du 1er semestre 2007	Selon Communiqué du 17 décembre 2007 sur les résultats du 3ème trimestre 2007	Résultats 2007
Chiffre d'affaires	>134,8	134,8	<135	133,7
Résultat opérationnel ajusté	>4,5	<4,5	<0	-4,1 *
EBITDA **	NA	NA	>0	0,5

* Ce résultat correspond au résultat opérationnel avant prise en compte de la dépréciation du goodwill de 15,2M€

** Ebitda: résultat opérationnel courant hors impact des actions gratuites et dotations nettes aux amortissements et aux provisions

NA: Non disponible

13.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les prévisions de résultat 2008

Monsieur le Président Directeur Général,

En notre qualité de Commissaires aux comptes et en application du Règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de résultat 2008 de la société **TEAM PARTNERS GROUP** incluses dans la partie 13.1.1 de l'actualisation du document de référence 2007.

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux prévisions.

Il nous appartient d'exprimer, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.3 du Règlement (CE) N° 809/2004, une conclusion, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces travaux ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la Direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations historiques de la société **TEAM PARTNERS GROUP**. Ils ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

A notre avis :

- Les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- La base comptable utilisée aux fins de cette prévision est conforme aux méthodes comptables appliquées par la société **TEAM PARTNERS GROUP**.

Ce rapport est émis aux seules fins de l'offre au public en France et dans les autres pays de l'union européenne dans lesquels l'actualisation du document de référence visée par l'Autorité des Marchés Financiers serait notifiée et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Paris, le 28 mai 2008

Les Commissaires aux Comptes

Compagnie EECC

Daniel Chaboud

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Jean-Pierre Cordier

14 ORGANES D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE

14.1 Composition du Conseil d'Administration et de la Direction Générale

14.1.2 Composition du Conseil d'Administration et de la Direction Générale à la date du dépôt de l'actualisation du Document de Référence 2007

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al 3 du Code de commerce, voici la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute Société par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Nom /Prénom	Fonction principale dans la société	Début de mandat	Fin de mandat	Mandats et Fonctions exercés en dehors de la Société au cours de l'exercice 2007
M. BOUGHAMEDANE	Président du Conseil d'administration et Directeur Général	14/02/2008	A l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes clos le 31/12/11	<ul style="list-style-type: none"> - Président de Team Partners Group Holding, depuis le 14/02/08 - Président – Directeur Général de Team Partners, depuis le 22/02/08 - Président du Conseil d'administration de CGBI, depuis le 1/04/08 - Président de DATEM Groupe, depuis le 14/02/08 - Gérant de Team Partners Maroc, depuis le 18/03/08 - Président du Conseil d'administration de CGBI Luxembourg, depuis le 17/03/08 - Président de Avance Services Réseaux depuis le 01/01/07 - Gérant de M3B, depuis le 06/08/04 - Gérant de l'expert Logistique, depuis le 12/10/07
M.WEINBERG	Administrateur	20/11/2006	A l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes clos le 31/12/11	<ul style="list-style-type: none"> - Président de Weinberg Capital Partners - Président du Conseil d'administration de la société Accor - Administrateur de la FNAC - Administrateur de Rasec (SAS) - Administrateur et Vice-Président de Financière Poinsetia - Administrateur d'Alliance Industrie - Vice-Président du Conseil de Surveillance de Schneider Electric - Membre du Conseil de Surveillance de Gucci Group NV - Administrateur de VL HOLDING - Vice-Président et administrateur de Financière SASA - Administrateur de SASA Industrie - Administrateur de Rothschild Concordia

				<ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil de Surveillance et d'orientation stratégique de Rothschild et Cie Banque - Gérant de la société Adoval - Gérant de la société Maremma - Président de PIASA Holding - Président de Financière PIASA - Gérant de la Société Arlet
M.KLOCANAS	Administrateur	20/11/2006	A l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes clos le 31/12/11	<ul style="list-style-type: none"> - Directeur Général Délégué de Weinberg Capital Partners - Président de Team Partners Group Holding (du 24/10/07 au 14/02/08) - Administrateur de Financière Poinsetia - Administrateur de Poinsetia France - Président du Conseil de surveillance de Via Location - Administrateur de VL Holding - Président du Conseil d'administration et Directeur Général de Road Location - Membre du Comité de Direction de Pharma Omnium International - Gérant de Mistra Investissement
M.RACT-MADOUX	Administrateur	26/05/2008	A l'issue de l'Assemblée appelée à statuer en 2011 sur les comptes clos le 31/12/11	<ul style="list-style-type: none"> - Vice-Président de Weinberg Capital Partners - Président de Financière Pharma Omnium - Président de Financière Road - Président de Financière TPG - Membre du comité de Direction de Pharma Omnium International - Administrateur de Road Holding - Vice-Président du Conseil de surveillance de Via Location - Administrateur de VL Holding - Gérant de W Real Estate
M. GUYODO	Administrateur	21/10/05	A l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes clos le 31/12/10	<ul style="list-style-type: none"> - Président du Conseil d'administration de l'ENSTA (Association)
M.SANGLE-FERRIERE	Administrateur	21/10/2005	A l'issue de l'Assemblée appelée à statuer en 2011 sur les comptes clos le 31/12/11	<ul style="list-style-type: none"> - Managing Director chez Russell Reynolds Associates
M. MANIVEL	Administrateur	04/04/2008	A l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes clos le 31/12/13	<ul style="list-style-type: none"> - DG d'un éditeur d'ERP spécialisé dans la « Gestion d'Affaires »

M. de LA HORIE	Directeur Général Délégué	14/02/2008	14/02/2009	- Président de DATEM - Gérant de GLH Conseil
M. MARSAULT	Directeur Général Délégué	02/04/2008	01/12/2008	- Co- gérant de la SARL ALTERNATIVE IT - Co- gérant de la SCI OFFENSIVE

Les déclarations de condamnation pour fraude, procédures de liquidation, sanctions à l'égard des membres des organes d'administration (Chap.14.3) et les déclarations sur les conflits d'intérêt (Chap.14.4) du Document de référence 2007 s'appliquent intégralement à Messieurs BOUIGHAMEDANE, MANIVEL, RACT-MADOUX, DE LA HORIE et MARSAULT.

15 REMUNERATION ET AVANTAGES

**16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES
D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

17 SALARIES

18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

19 OPERATION AVEC DES APPARENTES

19.1 Conventions avec les apparentés

I. Liste des conventions réglementées conclues depuis le 31 décembre 2007

Dans sa séance du 10 mars 2008, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion d'une convention d'avance en compte-courant d'un montant de 10 millions d'euros, rémunérée au taux EONIA + 1,25 %, entre la Société, en qualité d'emprunteur, et la Société Team Partners Group Holding, en qualité de prêteur, et conféré tous pouvoirs au Président-Directeur Général en vue de conclure ladite convention.

Dans sa séance du 2 avril 2008, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion d'un contrat de travail entre la Société et Monsieur Grégoire de LA HORIE, Directeur Général délégué et autorisé le Directeur Général à finaliser et signer ledit contrat. Au titre de ce contrat de travail Monsieur de LA HORIE percevra une rémunération fixe annuelle brute s'élevant à 160.000 € sur douze mois, ainsi qu'un variable de 70.000 € sur objectifs.

Dans cette même séance, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion d'un contrat de conseil et d'assistance en management entre la Société et la Société ALTERNATIVES IT, dont Monsieur Denis MARSAULT, Directeur Général délégué, est le représentant légal et conféré au Directeur Général tous pouvoirs à l'effet de conclure ledit contrat. Au titre des prestations de Conseil d'assistance en management, la société ALTERNATIVE facturera mensuellement la somme de 22.000 € H.T, ainsi qu'un variable annuel de 120.000 € sur objectifs.

II. Description de la convention de management fees entre TPG Holding, d'une part et TPG et Datem Groupe, d'autre part

Montants refacturés en 2007

Le total des montants refacturés en 2007 s'élève à 3,6M€ dont 1,8M€ pour Team Partners Group et 1,8M€ pour Datem Groupe.

Les 1,8M€ représentent 50% des coûts de la Holding auxquels une marge de 5% est appliquée.

Détail des prestations fournies par Team Partners Group Holding

Dans cette Holding sont logés des managers dont les fonctions et capacités sont considérées comme pouvant être d'un apport essentiel au Groupe : direction générale du groupe, direction générale des filiales du groupe, direction financière, directions opérationnelles..., soit une quinzaine de personnes au total.

Extrait de la convention de management fees :

« Contenu de la mission d'assistance de la Société Team Partners Group Holding à l'égard des sociétés Team Partners Group et Datem Groupe

Dans le cadre de son rôle de holding animatrice concourant à la définition de la politique de ses filiales directes et indirectes, la Société Team Partners Group Holding prendra à sa charge notamment :

a) Dans les domaines financiers et comptables

Services comptables

- Conseils et assistance en matière de comptabilité et de gestion financière en vue de l'amélioration des procédures comptables et de leur harmonisation avec les normes du groupe ;
- Conseils relatifs à l'établissement des tableaux de bord financiers et à l'établissement et au contrôle des budgets ;
- Conseils en matière de contrôle de gestion ;
- Conseils et assistance, d'une façon générale, en cas de difficultés soulevées à l'occasion notamment de projets spécifiques (investissements, restructuration, ...).

Services financiers

- Conseils et recommandations concernant la politique financière (plans prévisionnels de développement...);
- Assistance dans l'élaboration des budgets ;
- Conseils et recommandations en matière de gestion de trésorerie, de mise en place des concours bancaires et de placements financiers ;
- Assistance pour la définition des programmes d'investissement à court, moyen et long terme (calculs de rentabilité, tableaux de financement) ;
- Conseils et assistance en matière de politique fiscale générale, de suivi de l'évolution de la réglementation économique et financière.

b) Dans le domaine juridique

- Assistance au suivi de la réglementation économique, juridique et fiscale, en particulier de la réglementation européenne, intéressant l'ensemble des activités de la Société,
- Assistance dans le cadre des relations avec les Conseils extérieurs,
- Assistance et conseils pour la définition du cadre juridique d'opérations spécifiques, pour la mise au point des contrats importants, pour le traitement des dossiers contentieux etc.,
- En cas de nécessité, assistance auprès des Administrations.

c) Services administratifs

- Assurances : conseils en vue de la mise au point des contrats avec les compagnies et les courtiers et, le cas échéant, assistance à la négociation ;
- Organisation générale de la Société : revue des procédures, harmonisation des procédures-groupe, définition et évaluation des services opérationnels et fonctionnels, amélioration de la communication interne de la Société ;
- la gestion immobilière de la Société (notamment, la gestion administrative du parc immobilier, la mise en place des financements ainsi que, le cas échéant, la rédaction des contrats d'achat, de vente et/ou de location) ;
- un service informatique centralisé en réseau, assisté d'un technicien (garantissant notamment une assistance informatique aux utilisateurs, une sauvegarde quotidiennes des données).

La liste des missions ci-dessus énumérées n'est pas exhaustive et la Société Team Partners Group Holding devra, dans la mesure du possible, s'adapter à toute nouvelle demande des sociétés Team Partners Group et Datem Groupe. »

III – Compléments sur les conventions conclues avec la société TPG Holding et Alvarez & Marsal

La convention de Management fees entre TPG Holding, Team Partners Group et DATEM Groupe, ainsi que la convention de Conseil et d'assistance en Management conclue avec la société Alvarez et Marsal, auraient dû être qualifiées pour 2007 de contrats de service liant la société à certains des membres du conseil d'administration au regard de l'annexe 1 du Règlement Européen 809/2004, rubrique 16.2.

20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

20.6 Notes complémentaires aux comptes consolidés 2007

Suivi du risque de liquidité :

La trésorerie est suivie quotidiennement par la Direction Financière.

Un plan de trésorerie annuel a été établi sur la base du business plan qui inclut les mesures d'étalement des dettes et les mesures anticipées de restructuration.

Sur cette base, un cash flow forecast à 13 semaines a été mis en place et est actualisé de manière quotidienne sur la base des prévisions mensuelles précédemment établies et des prévisions de règlement à court terme.

Ce plan de trésorerie est transmis toutes les semaines à la Direction Générale du Groupe.

Covenants :

Les covenants concernent la dette bancaire de 10M€.

Le non respect de ces covenants entraîne l'exigibilité immédiate de la ligne de crédit de 10 millions d'euros.

Au 31 décembre 2007, le non respect des covenants aurait dû amener le Groupe à classer cette dette bancaire en passif financier courant.

Des discussions ont été engagées avec les banques car la lecture de la définition des ratios n'était pas identique entre le Groupe et les banques.

Néanmoins, elle a été maintenue en dette non courante compte tenu de l'obtention de la part du pool bancaire d'un courrier reçu le 2 avril 2008 précisant notamment la suppression de ces covenants.

Dépréciation de l'écart d'acquisition :

Au 31/12/2006, le Business Plan établi par l'ancienne Direction (8,6M€ de résultat opérationnel prévu en 2007) a poussé le management à penser que la capacité du groupe à générer du cash était telle qu'il serait capable de rembourser sa dette très rapidement et donc que le nouveau groupe devait être évalué comme une SSII sur la base d'un gearing cible à 0 (0% dette vs 100% capitaux propres).

Le changement des hypothèses de calcul est intervenu au 31/12/2007 à cause de la perception différente de l'entreprise après cette année écoulée. Force a été de constater que l'activité du groupe DATEM nécessite plus de besoins en fonds de roulement et qu'il existe une dette. Il a donc été décidé d'utiliser un gearing plus proche de la réalité de l'entreprise à savoir 60% endettement (48M€ dettes), 40% fonds propres (32M€ fond propres sur base valeur boursière).

En 2006, la notion de prime de risque spécifique a été utilisée en compensation de l'utilisation d'un beta sectoriel moins élevé que le beta propre à Team Partners Group. En 2007, cette prime de risque spécifique n'a pas été utilisée dans les calculs puisque c'est le beta de Team Partners Group qui a servi aux calculs.

Tableau comparatif des hypothèses des tests de dépréciation :

NA: Non applicable

Plan	2006	2007
Gearing cible	SSII	Team Partners
Gearing ratio	0	1,5
Taux d'actualisation	12,35%	10,17%
Taux sans risque	3,81%	4,05%
Prime de risque marché	4,40%	5,06%
Prime de risque spécifique (2)	1,50%	NA
Cout des capitaux propres	12,35%	18,90%
Cout de la dette	NA	6,55%
Beta (1)	1,60	2,26

(1) En 2006, il s'agit du beta sectoriel; en 2007, il s'agit du beta de Team Partners Group

(2) Cette prime de risque spécifique sur 2006 compense le beta sectoriel inférieur au beta spécifique de Team Partners Group

Les hypothèses retenues dans le business plan utilisé pour le test d'évaluation de l'exercice 2006 se caractérisaient par une forte croissance du chiffre d'affaires de l'ordre de 10% par an avec un taux élevé d'EBIT (résultat opérationnel) proche des 8%. Elles étaient motivées par le sentiment que l'achat du groupe DATEM avec les synergies possibles et le nouveau concept de e-CRM allait permettre une surperformance des indices de marché. Le taux de croissance à l'infini retenu était de 2%.

Malheureusement les mauvais résultats 2007 ont amené la nouvelle Direction à reconsidérer complètement ces perspectives, et à estimer que les activités liées à la presse continueraient de se dégrader et seraient compensées par une hausse plutôt conforme aux indices sectoriels des autres activités. De manière prudente et plus conforme à la réalité, un taux proche des 2% pour la croissance du chiffre d'affaires à partir de 2008 a été retenu pour le test d'évaluation de l'exercice 2007. L'amélioration du taux d'EBIT prenant effet dès 2009 grâce aux mesures de restructuration mises en place en 2008 permettait de retenir un taux inférieur au taux de 8 % retenu pour le test 2006. Le taux de croissance retenu à l'infini est également de 2%.

Pour l'analyse au 31/12/2006, les niveaux d'investissements correspondaient aux amortissements, soit 3M€. Cette dotation prenait en compte essentiellement l'amortissement des crédits baux immobiliers.

Pour 2007, le business plan prévoit un niveau d'investissement constant tous les ans de 0,7M€. Ces investissements sont réalisés pour maintenir l'outil de production. En revanche, il n'y a pas de prise en compte d'investissements pour un maintien du parc immobilier, celui-ci étant destiné à être vendu dès que possible.

Développement des logiciels :

Les activations passées en 2006 relatives aux logiciels développés sont :

- Dialog Pro : 0,5M€ amorti sur 3 ans
- Edisoft (Alizé): 1,1M€ amorti sur 5 ans
- Netful : 0,4M€ amorti sur 3 ans
- Magellan : 1,9M€ amorti sur 5 ans

Sur l'exercice 2007, aucune activation complémentaire n'a été passée car les coûts de développements internes ne répondent pas aux critères définis par la norme IAS 38.

Les charges passées sur ces logiciels ont été de :

- Dialog Pro : 660K€
- Edisoft (Alizé): 1,1M€
- Netful : 800K€
- Magellan : 2M€

Pour Magellan, dans la mesure où il n'est pas possible de démontrer des perspectives d'avenir claires sur ce logiciel, aucune de ces charges n'a été activées.

Pour les autres logiciels, l'analyse réalisée en 2007 permet de conclure que les frais engagés correspondaient plus à des coûts de maintenance et de fonctionnement.

21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1 Capital social

21.1.6 Attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 21 mai 2008, a constaté que de l'attribution de 1.332.000 actions gratuites (soit 133.200 actions regroupées) décidée par le Conseil d'administration le 23 mai 2006 se trouve entachée d'irrégularités liées à un dépassement du plafond autorisé du nombre d'actions gratuites attribuables et qu'il existait une insécurité juridique quant à la validité de cette attribution. En conséquence, le Conseil d'administration a décidé d'annuler l'attribution gratuite d'actions aux salariés qu'il a décidée dans sa séance du 23 mai 2006 et qu'aucune des actions concernées qui demeuraient attribuables ne serait définitivement attribuée à un quelconque bénéficiaire à l'issue du délai de deux ans, soit le 24 mai 2008.

A la date du présent document, le nombre d'actions gratuites dont bénéficient les salariés de la Société s'élève donc à 31.000 actions dans le cadre du plan 2007 qui est en revanche maintenu, ce qui représente une dilution de 0,43% du capital social actuel.

22 CONTRATS IMPORTANTS

**23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS,
DECLARATIONS D'EXPERT ET DECLARATIONS
D'INTERETS**

24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

ANNEXES

ANNEXE 1 : Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe

En K €	Grant Thornton				Compagnie EECC			
	Montant		%		Montant		%	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Émetteur - TPG	82	58,7	31,4%	44,5 %	49,6	49,1	61,8%	62 %
Filiales intégrées globalement	150	35	57,5%					
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Émetteur – TPG – Filiales intégrées globalement	29	32	11,1%	15,2 %	30,6	30,2	38,2%	38 %
Sous total	261	125,7	100%	59,7 %	80,2	79,3	100%	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social	0	0		0 %	0	0	0%	0 %
Audit d'acquisition	0	85	0%	40,3 %	0	0	0%	0 %
Sous total	0	85	0%	40,3 %	0	0	0%	0 %
TOTAL	261	210,7	100%	100 %	80,2	79,3	100%	100 %